

bulletin

Janvier 2010 t r i m e s t r i e l



Société Archéologique Historique
et Scientifique de Soissons

SOMMAIRE

En couverture : portait d'un meunier du XIX° siècle.

2 - sommaire.

3 - notre programme pour le premier trimestre 2010.

4 - élection du bureau pour 2009 et informations diverses.

5 - l'aéro-club de Soissons, par Jean-Paul Loublier, le 18 octobre 2009.

9 - Constantine, ombres du passé, le dernier ouvrage de Robert Attal.

10 - les moulins, par Denis Rolland lors de notre conférence-dîner du 13 novembre 2009.

13 - les troupes italiennes pendant la Première guerre mondiale, par Julien Saponi le 13 décembre 2009.

En encart :

- **appel de cotisation pour 2010.**
- **pouvoir à nous retourner en cas d'impossibilité d'assister à l'assemblée générale du 21 février 2010.**
- **ouvrages SAHS à vendre.**
- **souscription pour le logis des évêques.**
- **souscription pour la chapelle Ste Berthe.**

**Bulletin conçu, réalisé et imprimé par nos soins
Dépôt légal janvier 2010
Tirage 265 exemplaires**

NOS

RENCONTRES

POUR LE

PREMIER

TRIMESTRE 2010

Société archéologique, historique et scientifique de Soissons

4, rue de la Congrégation, 02200 SOISSONS

Téléphone-répondeur-fax : 03 23 59 32 36

Site Internet : www.sahs-soissons.org - courriel : contact@sahs-soissons.org

Association reconnue d'intérêt général à caractère culturel par la D.S.F. de l'Aisne

le 25 septembre 1996

- **dimanche 17 janvier** : la réunion aura pour but de faire connaître les débuts de la Résistance et tenter de faire remonter des témoignages et des documents.

Après l'ouverture de la réunion par le Président, le contexte du sujet sera présenté par Mme Agnès Pitois-Déhu. Interviendront ensuite :

- le groupe « vérité française » par René Verquin,
- de la résistance des communistes à la création des FTP par Alain Nice,
- naissance d'un réseau dans la région vicoise : le groupe Cochet par Bernard Ruelle,
- les autres résistants et insoumis par Jean-Claude Bernatets.

La conclusion par Mme Agnès Pitois-Déhu sera suivie d'un débat.

- **dimanche 21 février** : assemblée générale annuelle.

- rapport moral,
- rapport financier,
- activité de la fondation du patrimoine,
- questions et informations diverses,
- élection du Bureau pour l'année 2010.

Ensuite, M. Jean-Marc Wintrebert présentera un diaporama montrant des « *traces de l'histoire à Soissons* ».

La réunion s'achèvera autour une coupe de champagne.

- **dimanche 21 mars** : Mme Christiane Riboulleau, chercheur au centre régional de l'inventaire du patrimoine social de Picardie, présentera un « *panorama du vitrail dans le département de l'Aisne* ». Voie de passage pour les armées d'invasion et zone de combats au cours de la Première guerre mondiale, le département de l'Aisne ne conserve plus que des fragments de sa parure vitrée d'ancien régime. En revanche, il est riche d'une multitude de verrières créées depuis le milieu du XIX^e siècle jusqu'à nos jours par des artistes de grand renom. Cet exposé présentera donc l'histoire des verrières dans ce département en évoquant les techniques employées, les sujets traités et les principaux ateliers concernés.

Ces trois réunions se tiendront au centre culturel à 15 heures.

Notre prochaine rencontre est prévue pour le 25 avril et portera sur les palais de l'intendance en France et à Soissons.



ELECTION DU BUREAU POUR 2010

Après avoir entendu les rapports moral et financier et répondu aux questions des sociétaires, l'assemblée générale du 21 février aura à élire son bureau pour l'année 2010. Selon les statuts et le règlement intérieur, sa composition est la suivante : un président, trois vice-présidents, un secrétaire, une trésorière et un adjoint, un bibliothécaire, un archiviste et cinq membres.

Lors de cette élection, le Bureau actuel sollicitera son renouvellement mais deux postes de membres restent disponibles et nous invitons les personnes qui souhaiteraient nous rejoindre à prendre contact avec notre Président dès que possible soit par notre site Courriel, soit par téléphone au 06 16 25 55 16.

Si vous êtes empêché d'assister à cette assemblée, et pour que celle-ci puisse délibérer valablement, **NOUS VOUS PRIONS INSTAMMENT** de nous retourner le pouvoir joint à cet envoi après l'avoir complété, daté et signé.

La traditionnelle coupe de champagne clôturera cette première réunion de la nouvelle année pour laquelle nous vous adressons, dès à présent, tous nos meilleurs vœux.

INFORMATIONS DIVERSES

Bienvenue aux adhérents qui nous ont rejoint durant le dernier trimestre :

Mme Danielle AUBIN, de Soissons, Pierre DESMARAIS, de St Maurice (94)
Cécile CANAS, de Cuise-la-Motte Marcel MARCHAND, d'Ambleny
MM. Henri BOITEL-HEBERT, de Cerizay (79), Alain MURIOT, de Vic-sur-Aisne.

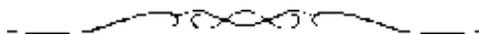
Appel de cotisation pour l'année 2010 : son montant étant sans changement par rapport à l'an dernier (24 €, valable pour un couple), cet appel est joint au présent bulletin ; pour faciliter la tenue de notre fichier, **un retour durant le premier trimestre** serait très apprécié pour faciliter **une rédaction groupée** des reçus fiscaux.

Mémoires de la Fédération : le tome 54 pour l'année 2009 est paru sur le thème "*Musiques de l'Aisne*". Il est disponible gratuitement à notre siège ou par envoi postal contre 5 € pour frais d'affranchissement.

Conférence-dîner : notre soirée du 13 décembre a été de nouveau l'occasion pour une cinquantaine de nos adhérents de venir partager un repas en commun et écouter les explications de notre Président sur les moulins du Soissonnais, celles-ci étant résumées dans le présent bulletin.



Un peu de « la Cave » le 13 décembre..



De la « halte pour avions » aux Ailes soissonnaises d'aujourd'hui

conférence de M. Jean-Paul Loublier,
président de l'aéro-club de Soissons
le 18 octobre 2009

M. Jean-Paul Loublier a retenu l'attention de son auditoire en développant ce sujet d'histoire locale : l'aviation à Soissons depuis la première intention de créer un aérodrome jusqu'à nos jours. Nous en reproduisons les principales étapes.

En 1912, la guerre menace. Le général Roques, inspecteur de l'Aéronautique, sélectionne des avions pour la reconnaissance militaire. A Reims, on organise des meetings aériens. C'est à cette époque que Victor Becker, maire de Soissons, envisage pour sa ville un destin aéronautique. Il fait part au Ministre de la Guerre de sa volonté d'acquérir un terrain destiné à une *halte pour avions* pouvant servir en temps de guerre et informe les maires de toutes les communes de l'arrondissement de l'intérêt du projet. La réponse du ministre de la Guerre est, qu'à l'installation permanente d'un organe aussi important qu'un centre d'aviation militaire, il est préférable, plus modestement, d'aménager à proximité de la Ville une *halte d'atterrissage* ne comportant que quelques hangars. Un Comité d'aviation pour une action exclusivement patriotique est composé et les municipalités soissonnaises sont invitées à y associer leurs efforts en votant une subvention et en organisant des fêtes, quêtes, souscriptions, au nom d'un élan de patriotisme. Une demande de participation est également lancée auprès des banques locales et même des Chambres Syndicales de l'Industrie de l'Aéronautique mais avec un moindre succès. En novembre, le Comité propose l'achat d'un terrain de 7 ha à la halte St-Christophe, le long de la voie ferrée Compiègne-Soissons. Après avoir obtenu les autorisations nécessaires et étudié les travaux à réaliser, l'acquisition est réalisée. L'entrée en jouissance intervient en septembre 1913 sous la condition d'une mise à disposition des militaires sur leur demande car leur champ de manœuvres est tout proche L'Armée offre, comme appareil de réserve de l'escadrille D6 basée à Reims, un avion Deperdussin biplaces-D64, baptisé Ville de Soissons. Tout cela pour peu d'effet, car en avril 1914, la halte n'est pas encore ouverte bien que quelques avions y soient déjà atterrés ; durant toute la guerre 14-18, la halte d'atterrissage, sous la menace des batteries allemandes, n'est pas ou guère utilisée.

En 1920, Soissons, détruit par la guerre, se reconstruit. L'opportunité se présente à la ville d'acquérir le château de St Crépin, domaine de 13 ha environ, et le maire M. Marquigny, envisage de doter la ville d'un jardin public, parc et stade. Ce projet est adopté à l'unanimité par le conseil municipal ; le coût total assez élevé de 345.000 F. est couvert en partie par

des dons de la Croix Rouge américaine ainsi qu'un don du département des Bouches du Rhône.

En 1926, on a abandonné l'idée d'une halte d'atterrissage à Presles. Le CAS (Club Aéronautique de Soissons) nouvellement créé et affilié à l'Aéroclub de l'Aisne dont le siège est à St-Quentin, obtient de s'installer à St Crépin. Il y restera 65 ans. Il était parrainé par Suzanne Deutsch de la Meurthe, industrielle à Moy de l'Aisne. Dans le même temps, la ville prévoit d'ouvrir un champ de courses près du terrain d'aviation. Au mois de septembre, une lettre de M Detheve, secrétaire de l'Aéro-club de l'Aisne à Saint-Quentin, annonce au maire de Soissons, qu'un aéro-club est en cours de formation, dont le but est de regrouper les anciens pilotes, de faire fonctionner une école de mécaniciens et, par la suite, de créer une plateforme qui se trouvera sur les grandes lignes aériennes. Ce serait une halte d'atterrissage pour les avions de passage. Une souscription est alors ouverte pour l'achat d'un avion "Ville de Soissons" de tourisme et de sport.

Bien qu'aucun terrain d'aviation officiellement reconnu n'existe à Soissons, les ressources offertes pour l'atterrissage des avions dans la zone entre la boucle de l'Aisne et la route qui longe au sud le parc Saint Crépin, sont évidentes.

En 1927, le ministre de la guerre, par lettre au maire, M. Fernand Marquigny, s'inquiète du projet de création d'un champ de course ainsi que de l'agrandissement du parc Saint Crépin, projet risquant de supprimer toute possibilité d'atterrissage et rendant impossible l'emploi du terrain comme piste de secours pour les avions de la ligne Paris-Berlin, en cas de détresse.

Sous la responsabilité de MM. Marcel Pierre, Bernard Miot et Ernest Rocault, le parc volant se constitue progressivement d'un Henriot, un Luciole, un Potez 36. On y utilise un autre Potez 36, propriété de M Liénard, agriculteur à Chaudun, où il avait établi une piste d'atterrissage. On le complète par un SFAN, présenté par M Thoret, père du Vol en Montagne à St Rémy de Provence.

C'est ensuite le ministère du Commerce et de l'Industrie, direction générale de l'Aéronautique et des Transports Aériens, qui invite la municipalité à réserver

ce terrain, bien que non classé, mais qui se prête parfaitement à l'atterrissage des avions, et surtout peut être utilisé en terrain de secours de par sa situation sur les lignes Paris, Belgique, Hollande et Allemagne. La ville étudie donc l'éventualité de l'établissement d'un champ d'aviation sur la propriété communale « Ferme de Saint Crépin ». Ce sera en quelque sorte une halte d'atterrissage pour avions de passage.

En novembre, une lettre du Préfet au maire Fernand Marquigny, met fin à l'irrégularité des aérodromes privés et sollicite leur agrément au 1^{er} janvier 1929. Déjà en ces temps, la réglementation prenait forme.

En novembre 1930, un courrier de la société des lignes FARMAN demande à la ville la possibilité de leur trouver un terrain carré d'environ 7 à 800 mètres de côté, à proximité de la ville, afin d'avoir un terrain d'atterrissage de secours. En fait, un avion de transport de fret et postal des lignes DLH s'est posé à Soissons à la suite de difficultés météo ou mécaniques.

Le Club Aéronautique Soissonnais (C.A.S.) était une section de l'Aéro-club de l'Aisne situé à St-Quentin et utilisant l'aérodrome de Roupy. L'Aéro-Club de l'Aisne (A.C.A.), ainsi que ses sections de Laon et Château-Thierry, étaient parrainés par Mlle Suzanne Deutsch de la Meurthe, dont le père avait organisé la Coupe Deutsche de la Meurthe de renommée mondiale. C'est ainsi que le CAS a pu édifier un hangar et recevoir un moto-planeur SFAN. Les responsables du C.A.S. étaient Marcel Pierre, Bernard Miot, Ernest Rocault, selon ce qui a été rapporté par les dirigeants du C.A.S.

En janvier 1931, l'Aéro-club de l'Aisne de Saint-Quentin sollicite la location du champ de Saint Crépin comme terrain auxiliaire d'atterrissage. Puis, c'est M. Pierre Colin, directeur et fondateur de l'Aisne Agricole et propriétaire d'un avion Potez 36, qui sollicite auprès de la ville de Soissons la possibilité d'installer un petit hangar en bois et d'utiliser le terrain pour ses décollages et atterrissages, ce qui lui sera accordé.

En 1932, des cours de mécanicien débutent à Soissons, rue Deflandre. Un avion Nieuport et des moteurs Hispano sont mis à la disposition des élèves. L'Aéro-club de l'Aisne donne au terrain de Soissons le nom de Marcel Goulette, aviateur soissonnais qui fut le premier pilote à se poser sur l'île de la Réunion, après s'être rendu à Madagascar avec Marchesson en 1928. Il mourut en allant chercher des naufragés d'un bateau qui avait échoué à Rimini en Italie.

En 1933, le C.A.S., Club Aéronautique Soissonnais est reconnu officiellement mais reste une section de l'Aéro-club de l'Aisne à Saint-Quentin, dont la présidente est Mlle Suzanne Deutsch de la Meurthe. Elle offre au club un moto-planeur SFAN, afin d'entraîner de jeunes pilotes.

Le premier hangar métallique fut bâti entre 1934 et 1935 à la place du hangar avion actuel (en 1998).

En 1934, le Pou du Ciel n° 1, construit par Henri Mignet, fit également beaucoup d'essais et de mises au point sur le terrain et également au Bois des Bouleaux, près de Vailly et Chassemy. Henri Mignet, qui avait sympathisé avec Pierre Colin, abritait souvent son Pou du Ciel sous l'aile du Potez 36 dans son petit hangar. Pierre Colin invita souvent Mignet à bord de son avion et lui donna ses premières leçons de pilotage.

Avec le glorieux prestige des anciens pilotes de guerre, les clubs aéronautiques pouvaient servir d'écoles de formation. C'était l'ambition de Pierre Cot, ministre de l'Air, qui les voulait écoles de promotion populaire, alors que l'axonais Jean Mermoz, né Aubenton, voyait des écoles de formation réservées à une certaine élite, à des chefs.

1935, Jean Mermoz visite l'aéroclub et y laisse sa photo dédicacée. C'est l'époque de manifestations aériennes sur le terrain. Au cours de l'une d'elles, une jeune parachutiste se noye dans un étang appartenant à M. Becker. C'est aussi le premier essai en vol du Pou du Ciel n° 2, construit par Robert Robineau, commerçant et fils du maire de Braine. En 1936, il se tue près de la piscine en tentant une acrobatie.

1939, c'est la guerre. L'activité aérienne militaire se limite à quelques liaisons avec l'arrière. Puis les aéro-clubs sont dissous par l'occupant allemand. Deux planeurs peuvent être cachés chez un menuisier de Saint Waast Le hangar, presque neuf, est démonté et emporté par l'armée allemande.

En 1942, l'occupant ayant toléré la pratique de l'aéromodélisme dans la zone occupée, les responsables Pierre, Miot, Rocault et Mme Davesne créent l'ACS (Aéro-Club de Soissons) qui prit une importance considérable puisqu'il allait englober quinze sections dont deux en ville, au Centre d'apprentissage et à l'école Saint Georges appelée section Georges Guynemer, avec d'autres dans les communes de Guny, Blérancourt, Vailly, etc. Des concours y furent organisés ainsi qu'à Bétheny près de Reims. En pleine occupation, l'Aéro-club de Soissons fut officiellement homologué en tant qu'Aéromodélisme tandis que le terrain est transformé en partie en jardin ouvrier. La pratique de l'aéromodélisme ne comportait pas uniquement la construction de planeurs et d'avions dont l'hélice était actionnée par des écheveaux de caoutchouc. On y avait dispensé des cours de mécanique du vol, d'aérologie, de météorologie et d'histoire de l'Aviation, sanctionnés par un certificat élémentaire des Sports Aériens et du chef des sections locales.

Lors de la libération de Soissons en août 1944, on exhuma deux planeurs, le XIA et le Castel.32, de leur cachette dans l'atelier de la menuiserie De Reyer, à St-Waast. Une équipe entreprit la remise en état de ces planeurs et une autre s'occupait de la voiture-

treuil laquelle, après quatre ans de planque, était à réviser entièrement ; des soirées et des week-ends sont passés, dans l'enthousiasme, à ces remises en état. Le 1^{er} dimanche de décembre, le terrain est rouvert à l'activité aérienne. Il n'y avait plus aucun avion au club hormis les deux planeurs cachés. Les débuts furent très durs. Par exemple, par manque d'essence, il fallait, à la main, tirer le planeur en début de piste puis ramener le câble après lancement. Le hangar avait été démonté et récupéré par les Allemands mais le club obtint par la municipalité et l'armée un baraquement de même type. Les vols purent reprendre après 5 ans de sommeil. Ce furent d'abord des glissades en XIA à l'aide d'un sandow et ensuite au treuil où les élèves pilotes apprenaient seuls à faire des lignes droites, ensuite des petits bonds de 1 à 2 mètres, car il n'y avait pas alors de planeur à double commande.

L'hiver 1944-45 fut très pénible et deux équipes se relayaient, matin et après-midi, pour apprendre à piloter. L'année suivante, il y eut 50 heures de vol aboutissant à 29 brevets A (vol de 30 secondes), 2 brevets B (vol de 45 secondes, plus un vol de plus d'une minute avec une évolution en S), 1 brevet C (vol de plus de 5 minutes sans perte d'altitude).

Le Ministère de l'Air, à l'époque pourvoyeur du matériel selon l'activité, aida à l'équipement de la section Vol à Voile. En 1946 arrivèrent les premiers avions qui contribuèrent à la formation de nombreux élèves.

Suite à l'accident survenu à Marcel Pierre, un moniteur d'Etat, assumait l'école de planeur et avion. Il s'agissait d'André Henry, membre de l'AC Château-Thierry et ancien pilote de bombardier Marauder dans la FAFL (Forces Aériennes de la France Libre). C'était un meneur qui avait fait de l'aviation son univers. L'activité de l'ACS allait prendre un nouveau départ. Vu nos résultats, le SALS mit à notre disposition, en 1948, un Nord 2000, version française du planeur allemand Meise. Ce planeur de performance réservé aux pilotes ayant passé avec succès les trois épreuves du certificat Couronne d'argent, soit un vol de 5 heures, 1000 mètres de gain d'altitude, 50 kilomètres en ligne droite, épreuves passées sur Grunau-Baby. L'attribution de deux Stampe et d'un Bücker, avion allemand, permit le démarrage de l'activité vol à moteur. Il est à noter que tout ce matériel n'était prêté qu'au vu des résultats obtenus, sous peine de retrait.

La période 1948-1950 vit la venue de plusieurs moniteurs : André Henry, ancien pilote militaire de bombardier B26 Marauder fut le premier moniteur d'Etat nommé à Soissons, M. Corbet, mutilé avec une jambe de bois, puis René François, frais émoulu de l'Ecole des instructeurs de Challes les Eaux. Il resta à Soissons 11 ans, de 1956 à 1967 et ensuite successivement : Petitot, Périgne, Dumoulin, Jeanneau, Guyotte, Lavigne, Destailleux.

En cinq ans, le Club usa plusieurs moniteurs, et surtout vit son activité se réduire considérablement. Le retrait du planeur Nord 2000 allait encore réduire

ses performances. Heureusement, un Tiger Moth avait été affecté au Club.

La création du Para-Club de Soissons en 1951 permet de breveter un stick de candidats à la préparation militaire mais, faute de moyen et trop dépendant des instances militaires, il devra cesser ses activités.

Des travaux d'infrastructure très importants furent ensuite entrepris, notamment la construction du Club-House avec l'aide bénévole du Centre d'Apprentissage. Au sein de l'Aéro-club, existait une section de modèles réduits très dynamique, le Modél Air Club Soissonnais créé en 1951. qui passionna les jeunes à l'aéromodélisme et à la radiocommande avec de très nombreux concours fédéraux sur le terrain de Saconin et des participations à de nombreuses expositions et fêtes omnisports.

En juillet 1962 a lieu à la mairie la cérémonie de jumelage de l'Aéro-club avec le club de vol à voile de Landau en Allemagne ; la cérémonie de retour en Allemagne se fait en septembre. Depuis les pilotes de planeur de Landau et Soissons se rencontrent annuellement, soit à l'occasion des stages d'été soit aux dates anniversaires du jumelage.

Les activités sur le terrain ne cessent de s'accroître avec l'arrivée de nouveaux matériels, avec ses joies mais aussi ses peines. Le plus grave accident survient en juillet 1979. Lors d'un voyage, deux avions DR400 se heurtent en vol à Carcans en Gironde provoquant la mort de 6 jeunes de 18 à 25 ans.

Tous les ans, les Ailes Soissonnaises organisent une journée Portes Ouvertes comportant un spectacle aérien, des baptêmes de l'air sur avions, hélicoptères, planeurs. Très prisée des Soissonnais, cette fête attire environ 3 000 spectateurs.

En mai 1989 débutent les travaux des infrastructures du nouvel aérodrome de Soissons-Courmelles : deux hangars et ensuite la tour et le logement du gardien. Terminées début 1991, les installations ont été mises à la disposition des associations dès l'ouverture à la circulation aérienne publique.

Le 13 avril 1991 est la dernière journée d'activité des planeurs à Soissons-Cuffies ; le transfert à Courmelles intervient le lendemain. Le 31 mai, le dernier planeur qui atterrit à Cuffies fut celui de notre club jumeau de Landau, ignorant que ce terrain était fermé et Courmelles déjà ouvert.

Avant de tourner la page sur Soissons-Cuffies, rappelons que de célèbres aviateurs et aviatrices y sont venus à différentes occasions avant 1940 : Maryse Bastié, détentrice de nombreux records dont un raid Dakar-Natal-Brésil, en 12h50, Maryse Hilsz, détentrice du record mondial féminin d'altitude le 10 août 1932 avec 14 310 mètres. Rappelons aussi que Jean Mermoz, rendait parfois visite à l'aéro-club en venant voir son père qui habitait Soissons.

La pratique de cette plateforme de Soissons-Cuffies n'était pas dangereuse, mais délicate de par son environnement. De nombreux obstacles cernaient ce petit terrain : piscine, cheminées, arbres nombreux, tennis couvert, cynodrome, etc. Réputé difficile par les aéro-clubs voisins, il était fermé aux avions venant de l'extérieur, sauf autorisation spéciale. Mais tous les élèves qui furent formés à Soissons, tant pour le vol à voile que pour le vol à moteur, devinrent d'excellents pilotes qui pouvaient se poser sans problèmes sur n'importe quel aérodrome.

Seulement deux accidents mortels furent à déplorer à Soissons-Cuffies. Le premier en 1936, avec le Pou du Ciel n° 2, piloté par Robert Robineau, qui tomba près de la piscine ; le second fut un accident au sol. Un avion extérieur, en surcharge, ne put décoller

et percuta un passant qui se trouvait de l'autre côté de la haie. C'est ce dernier accident qui a été la cause de la fermeture du terrain à la circulation aérienne publique et réservé aux avions basés.

Rappelons qu'une grande nation moderne ne peut se concevoir sans une aviation dynamique et puissante. Un grand nombre de pilotes de l'Armée de l'Air, ainsi que de l'aviation civile et commerciale, sont formés à la base par les aéro-clubs, et choisis parmi les meilleurs éléments. Dans ce domaine, les Ailes Soissonnaises ainsi que l'ASVS, Association Sportive Vélivole Soissonnaise, peuvent être fières du travail accompli dans le passé, et de nombreux pilotes de lignes ou militaires ont été formés par ces deux associations.



Constantine – Ombres du passé

Robert Attal, notre président d'honneur, vient de publier aux éditions L'Harmattan un nouveau livre sur son passé constantinois. C'est un prétexte pour exposer dans un langage chaleureux et imagé, incisif et poétique, ses souvenirs sur une poignée de personnages du ghetto juif de Constantine.

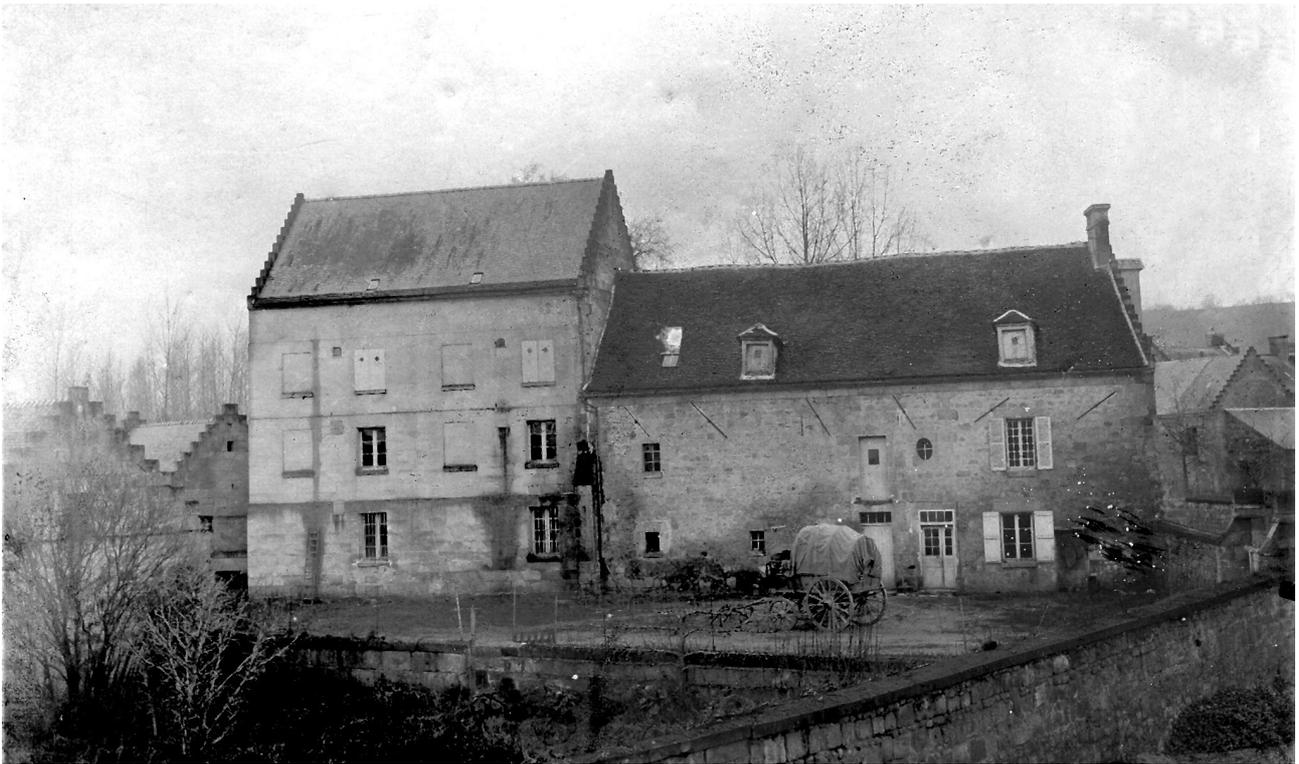
Nous revivons par la couleur suave de mots choisis l'épopée de leurs misères, les joies issues de leurs douleurs, la modestie les menant à l'héroïsme, la noblesse de leur générosité et même leurs sympathiques bassesses.

Chaque paragraphe ouvre un drame, une comédie, une historiette, l'Histoire de France ou celle de l'Algérie en passe d'être dirigée par le FLN.

L'auteur a, en particulier, mis tout son talent, empreint de rigueur, dans la description de la tragédie de son oncle Chlomo. Incorporé en 1914 au 3^{ème} zouaves pour se battre en métropole, il connut l'enfer des marches forcées de Charleroi à la Marne pour enfin cantonner et se battre à Crouy. Sa courte guerre s'était achevée là. Le 10 novembre 1914, l'oncle Chlomo y est mort pour la France.

Ce témoignage n'est pas remboursé par la Sécurité Sociale mais lisez quand même *Constantine, ombres du passé*. C'est un livre d'espoir, un remède à nos désarrois. René Verquin.

Editions L'Harmattan – mai 2009 – 16,50 €



Le moulin à eau d'Ambleny.

LES MOULINS

Conférence de Denis ROLLAND

lors de notre dîner du 13 novembre 2009

Les moulins étaient autrefois nombreux, car, mise à part la force animale, ils étaient le seul moyen d'entraîner toutes sortes de machines. Il y avait ainsi des moulins à farine, à huile appelés tordoires, à tan et à papier. On utilisait aussi la force motrice des moulins pour actionner des scieries à bois ou à pierre mais aussi pour pomper l'eau.

Dans notre région, les plus répandus étaient les moulins à eau, les nombreux ruisseaux affluents de l'Aisne permettaient de faire fonctionner de nombreuses usines. En 1809, dans le seul arrondissement de Soissons, on répertoriait 194 moulins à eau et 6 moulins à vent ; plus au nord, dès que les cours d'eau se raréfiaient leur proportion diminuait, ainsi dans le canton de Noyon il y avait 14 moulins à vent et 28 moulins à eau.

L'origine des moulins se perd dans la nuit des temps. Le moulin à eau est probablement le plus ancien et beaucoup d'auteurs s'accordent à dire qu'il a fait son apparition au 1^{er} siècle avant notre ère. Vitruve décrivait un moulin dont le principe est resté le même jusqu'au XVIII^e siècle. L'origine du moulin à vent reste une énigme et il ne semble pas devoir remonter au delà du XII^e siècle.

Au Moyen Age, seuls les titulaires de fiefs possédant la justice avaient le droit d'user du cours d'eau traversant leur domaine pour y ériger un moulin. Comme le four, le moulin était *banal*, les habitants de la seigneurie étaient tenus d'y faire moudre leur grain sous peine d'amende. Au XVI^e siècle, les moulins étaient déjà si nombreux que les habitants des villages n'étaient plus astreints à devoir moudre leur grain au moulin banal. Depuis longtemps, les seigneurs avaient préféré laisser construire des usines, à charge par les meuniers de leur verser une redevance annuelle. Cela avait permis de répondre aux besoins liés à l'augmentation constante de la production de blé. Dès le XVII^e siècle, la concurrence entre les meuniers était vive et les conduisait à offrir des cadeaux pour attirer les clients. Cette pratique coûteuse avait pris une telle ampleur que treize meuniers des

environs de Soissons décidèrent en 1701 de la faire cesser en signant devant notaire un traité prévoyant 200 livres d'amende pour les contrevenants.

L'abolition des droits féodaux permit encore à beaucoup de particuliers de construire un moulin et leur nombre a augmenté considérablement entre 1789 et 1820. La concurrence entre les meuniers fut encore plus forte et à l'origine du droit de *Chasse-manée*. Chaque meunier s'était octroyé le droit d'avoir un employé, le chasse-manée, qui allait chercher directement chez les fermiers et les particuliers le grain puis leur rapportait la farine après en avoir prélevé le douzième.

Moulins à eau :

Toutes les conditions étaient requises pour que les moulins soient aussi nombreux en Soissonnais. Un pays riche, une agriculture prospère avec des terres à blé et des cours d'eau nombreux. A ce titre les moulins à eau mériteraient une étude socio-économique et architecturale tant ils étaient nombreux. Nous nous contenterons ici d'en faire une évocation succincte.



Le moulin à vent de Pontavert.

Pour se rendre compte de l'importance de leur nombre citons quelques exemples. Le ru de Retz, entre l'Aisne et sa source à Puiseux ne comptait pas moins de douze moulins. Celui de Vandy de Roy-Saint-Nicolas à Cuise-la-Motte en avait onze et, sur la Crise, quatorze usines se succédaient sur un parcours d'une quinzaine de kilomètres. Aux environs de Soissons, des travaux considérables de dérivation de la Crise avaient été effectués au cours des siècles pour alimenter les cinq grands moulins des communautés religieuses de la ville. Le cours des ruisseaux avait été aussi modifié car, à chaque moulin, un bras de dérivation permettait d'évacuer le flot en cas de crue. Certains cours d'eau comme les rus de Vandy et de Retz servaient aussi à acheminer par flottage le bois de chauffage provenant de la forêt de Villers-Cotterêts jusqu'aux ports à bois de Cuise-la-Motte et Pontarcher, en bordure de l'Aisne. Les dérivations de leurs moulins devaient donc permettre le passage des bûches sans encombre.

Dans beaucoup de cas, des moulins étaient actionnés par un mince filet d'eau retenu par un étang artificiel créé par une *chaussée* (digue de terre servant de retenue d'eau) qui lui permettait de fonctionner quelques heures par jour seulement.

L'installation de plusieurs moulins sur un même cours d'eau était une source de conflits entre meuniers et riverains. Chacun devait régler la hauteur de sa vanne en fonction du débit du moment afin d'assurer le fonctionnement convenable de son usine sans trop relever le plan d'eau amont pour ne pas perturber le moulin précédent ou inonder les riverains.

Les premiers moulins étaient entraînés par une roue à aube suivant le principe de la *roue dessous*. L'eau agissait grâce à sa vitesse, en exerçant une poussée sur les pales. La *roue en dessus* était beaucoup plus efficace. Les auges ou *pots* remplaçaient les pales et étaient remplies par l'eau qui, guidée par un canal, arrivait par le dessus ce qui nécessitait une plus grande dénivellation. Dans la pratique cela conduisait à des roues de 3 à 5 mètres de diamètre et de 1 à 2 mètres de largeur.

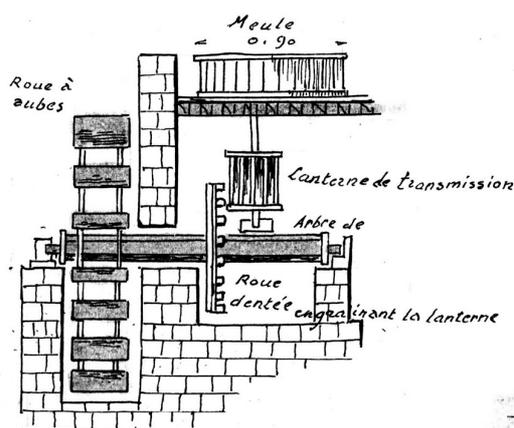
Les moulins ont beaucoup évolué au cours du XIX^e siècle et sont devenus de plus en plus importants, certains possédaient plusieurs roues à aubes et comptaient jusqu'à huit meules. Cette évolution avait été rendue possible grâce à l'utilisation de mécanisme *à l'anglaise* qui employait des meules plus petites groupées par paires, d'au maximum 1,30 mètres de diamètre au lieu de 1,50 à 2 mètres. L'emploi d'engrenages en fonte et de dispositifs de régulation de la vitesse ont permis d'améliorer notablement leur rendement. L'apparition de la machine à vapeur a été le signal de leur

disparition que la Grande guerre a parachevé, ceux qui avaient été endommagés dans les combats n'ont jamais été relevés. A la veille de la première guerre quelques uns avaient été transformés en usines électriques. Celui de Laversine, par exemple alimentait le Secteur Electrique de la Vallée de Retz. Celui de Lœuilly a alimenté le village en électricité à partir de 1910.

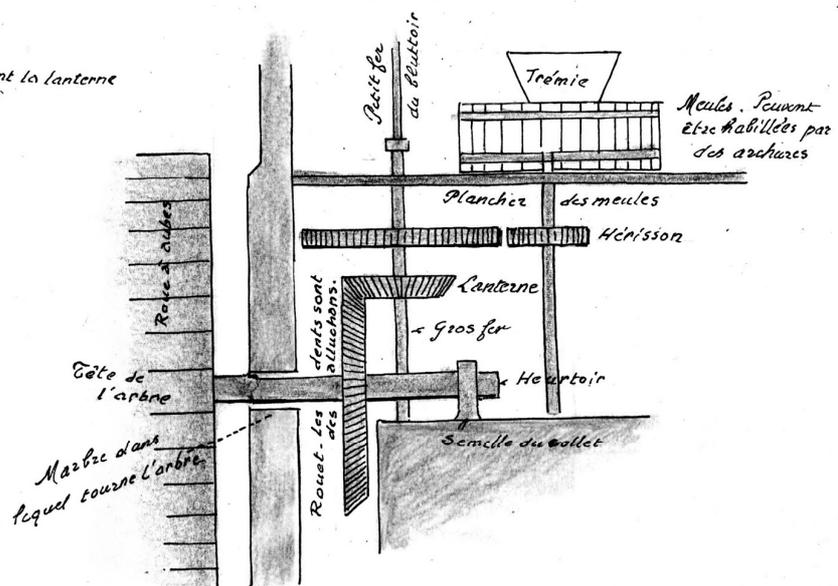
Jusqu'au XVIII^e siècle, les moulins étaient de petite taille, deux salles contiguës suffisaient : le moulage, contenant les *tournants et travaillants*, et la chambre à farine, servant d'entrepôt. Souvent situés dans le même corps de bâtiments que le logis, ils ne se distinguaient pas des habitations et, comme le meunier était aussi un peu agriculteur, la propriété comprenait une grange, des écuries, étables etc., seul le cours d'eau marquait donc la différence.

A partir du XVIII^e siècle, et surtout au siècle suivant avec la modernisation des mécanismes, les moulins sont devenus très importants. Ils pouvaient abriter quatre, six ou huit meules. Les mécanismes installés permettaient, à l'aide de treuils mécaniques, d'effectuer rapidement la manutention des sacs de farine. De ce fait, ils possédaient de grandes surfaces de stockage. Ils ont alors été construits sur plusieurs niveaux et leur silhouette a beaucoup changé. Les anciens moulins, devenus trop petits, ont, à la même époque, été dotés de bâtiments de stockage accolés.

Denis Rolland.



Type Gallo-romain à Barbegal près Arles



Les troupes italiennes en France pendant la première guerre mondiale

Conférence de M. Julien SAPORI le 13 décembre 2009

L'Italie vers la guerre

Lorsqu'en 1914 la guerre éclata entre les empires centraux et les puissances de l'Entente, l'Italie s'empressa de déclarer sa neutralité. Le pays se trouva ainsi, provisoirement, à l'écart du conflit. A partir de ce moment, trois stratégies étaient envisageables : le maintien de la neutralité ou bien l'entrée en guerre, soit à côté de ses alliés autrichien et allemand, soit avec les puissances de l'Entente.

Depuis le 20 mai 1882, l'Italie était liée à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie par la «Triple Alliance.» La convention militaire entre les pays signataires, renouvelée le 11 mars 1914, prévoyait en cas de guerre contre la France de diriger sur le Rhin trois corps d'armée et deux divisions de cavalerie du *Regio Esercito*.¹ Toutefois, l'alliance entre l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie était purement défensive, et Rome respectait les termes du traité en refusant d'entrer en guerre à côté des empires centraux, alors que le conflit avait été déclenché d'initiative par l'Autriche-Hongrie d'abord et par l'Allemagne ensuite, sans même que l'Italie en soit avisée.

En réalité, l'entrée en guerre de l'Italie à côté des empires centraux était contraire à ses intérêts et à ses traditions et difficilement concevable. L'Italie s'était construite en se battant contre l'Autriche à l'occasion des trois guerres d'indépendance du *Risorgimento* de 1848, 1859 et 1866. Or, à la veille de la première guerre mondiale, «l'allié» autrichien continuait à occuper les *terre irredente* de la Venezia-Giulia (avec Trieste et Gorizia) et du Trentino (avec Trento), peuplées d'Italiens. De fait, le choix s'offrait donc entre la poursuite de la neutralité (situation objectivement favorable aux empires centraux car elle aurait permis à l'Autriche-Hongrie de dégarnir son front italien et de concentrer ses troupes contre la Russie et la Serbie) et l'engagement dans le conflit à côté de l'Entente.

Toutefois l'opinion publique était dans sa grande majorité favorable à la paix, comme l'étaient également les deux grands partis de l'époque, le socialistes et le catholique. Ces derniers étaient réticents à l'idée de faire la guerre contre l'Autriche-Hongrie, dernière puissance catholique du continent, comme au fait de se mobiliser au profit de l'Etat italien qui, en 1870, avait mis fin par la force au pouvoir temporel du pape. De leur côté, les socialistes n'avaient pas à se poser – contrairement à leurs camarades français – le problème d'une « défense nationale » nullement menacée, et restaient donc fidèles aux grands principes du pacifisme internationaliste. Au parlement même, une majorité écrasante de parlementaires était neutraliste et le vieux Giolitti, l'homme politique le plus influent du pays – provisoirement écarté du gouvernement au profit de Salandra – se déclarait résolument hostile à toute aventure militaire. Non seulement il connaissait les faiblesses de l'armée italienne, mais il était aussi convaincu que son pays, brandissant la menace d'une entrée en guerre à côté de l'Entente, aurait pu obtenir avec la négociation de sérieuses compensations territoriales de la part de l'Autriche.

¹ *Regio Esercito* : armée royale (italienne).

L'option de la guerre était pourtant défendue par une minorité hétéroclite particulièrement active. La droite nationaliste, qui s'exprimait par les voix de Corradini et Federzoni, voulait assurer au pays la domination de l'Adriatique ainsi qu'une influence prépondérante sur les Balkans, voire des agrandissements dans les colonies. De son côté, la gauche démocratique et républicaine, héritière spirituelle de Mazzini et de Garibaldi, était soucieuse avant tout de se porter au secours de la France, patrie des droits de l'homme menacée par des empires autocratiques. Un autre important groupe d'interventionnistes était constitué par certains militants d'extrême gauche se réclamant du mythe de la guerre révolutionnaire, parmi lesquels De Ambris et Mussolini. Les interventionnistes pouvaient compter sur l'appui de personnalités charismatiques, telles que le poète D'Annunzio, le groupe des artistes «futuristes» (avec Marinetti et Boccioni) et de certains journaux, dont le prestigieux *Corriere della Sera*, bientôt secondé par le *Popolo d'Italia* de Mussolini, créé à l'aide de fonds versés des industriels et par le gouvernement français.

En quelques mois, la rue fut entre les mains de cette étrange coalition d'agitateurs qui n'hésitait pas à recourir à la violence verbale voir physique. Un tournant capital fut le congrès de fondation des *Fasci d'azione rivoluzionaria* du 23 janvier 1915 dont l'âme fut Mussolini, congrès qui structura les militants interventionnistes mais qui jeta également les bases de ce qui deviendra un jour le fascisme. Mais la décision finale d'entrée en guerre fut finalement prise dans le plus grand secret, par une poignée d'hommes qui mettront le pays devant le fait accompli : le roi Vittorio-Emmanuele III, le président du conseil des ministres Salandra, et le ministre des affaires étrangères Sonnino.

Sans attendre la suite des événements et une décision qui, en 1914, était encore hypothétique, nombre d'italiens – provenant le plus souvent des rangs démocratiques voire de l'extrême gauche ou simplement attachés sentimentalement à la France où nombre d'entre eux avaient émigré – s'impliquèrent dans le conflit dès le début des hostilités.

La « légion garibaldienne »

Avec 7 125 hommes sur un effectif total de 29 796 étrangers, les volontaires italiens engagés dans les rangs de l'armée française au cours de la première guerre mondiale constituaient, de loin, le contingent le plus important. La plupart de ces volontaires vivaient déjà en France au moment du déclenchement des hostilités : à cette époque, les 419 234 immigrés italiens représentaient la communauté étrangère la plus nombreuse. Leur engagement dans l'armée française était souvent déterminé par la volonté de s'insérer dans leur patrie d'adoption, en payant si nécessaire le «prix du sang».

Mais ces engagements à titre personnel ne pouvaient pas satisfaire les interventionnistes italiens, ni la tradition garibaldienne, encore vivace à cette époque. Certes, Giuseppe Garibaldi était décédé en 1882, mais son fils Ricciotti était toujours vivant ; et comment oublier d'ailleurs que le dernier combat du « héros des deux mondes » s'était déroulé sur le sol français, à l'occasion de la guerre de 1870/1871 ? Depuis cette époque, les générations de garibaldiens s'étaient succédées poursuivant, certes avec moins d'éclat, mais toujours avec une constance indéniable, cette tradition volontariste, démocratique et romantique.

L'idée avait germé : elle se concrétisera fin 1914 sous la forme de la « Légion garibaldienne ». Dénommée officiellement 4^e régiment de marche du 1^{er} régiment de

la Légion étrangère, l'unité comptait un effectif de 2 206 hommes. On y trouvait notamment cinq petits-fils de Garibaldi : Peppino, Ricciotti jr., Sante, Bruno et Costante. Peppino Garibaldi commandait l'unité avec le grade de lieutenant-colonel. Le régiment comptait 56 officiers (20 français et 36 italiens), tandis que la quasi-totalité des sous-officiers et des soldats étaient italiens. Dans les rangs de la Légion garibaldienne, se trouvait également Lazzaro Ponticelli qui, naturalisé français bien des années plus tard, était à la veille de sa mort, en 2008, le dernier « poilu » vivant.

En décembre, la Légion garibaldienne fut déployée dans le secteur de l'Argonne et aussitôt engagée en d'âpres combats. En seulement trois semaines, le régiment compta 300 morts et disparus, 400 blessés et 500 malades, soit plus de la moitié de l'effectif. Le 9 janvier il fut retiré du front et envoyée au repos, mais finalement l'importance des pertes et surtout l'imminence de l'entrée en guerre de l'Italie provoquèrent, le 5 mars 1915, la dissolution de l'unité. La grande majorité des légionnaires rejoignit l'armée italienne : ce fut le cas de Ponticelli.

Parmi les victimes de ces combats acharnés, figuraient deux petits-fils de Garibaldi, Bruno et Costante. Leurs dépouilles furent transférées solennellement à Rome en janvier 1915 et donnèrent lieu aux premières grandes manifestations de masse en faveur de l'entrée en guerre de l'Italie. Après la dissolution de leur unité, les frères Garibaldi rentrèrent en Italie et, avec les autres vétérans de l'Argonne, furent de toutes les manifestations interventionnistes. Militairement limitée, la présence en France de ces volontaires de la Légion garibaldienne fut donc d'une grande portée symbolique, et son impact sur l'opinion publique italienne, considérable, comme devait le reconnaître Mussolini : «*Pour déterminer les vastes et irrésistibles courants de l'opinion publique, les paroles sont très utiles, mais les gestes et des exemples le sont encore davantage [...]. Les volontaires tombés dans l'Argonne ont avantagé la cause de l'interventionnisme plus que beaucoup d'articles et de discours.*»²

A partir du 24 mai 1915, avec l'entrée en guerre du royaume d'Italie contre l'empire autrichien, l'engagement militaire des Italiens changea radicalement de nature. Il ne s'agissait plus d'un acte de militantisme idéologique dans la pure tradition du *Risorgimento*, mais d'une obligation pour des millions de jeunes gens mobilisés dans le *Regio Esercito*.

Les T.A.I.F. : soldats ou terrassiers ?

Au cours de la première guerre mondiale et par rapport aux populations respectives, la France, grâce à de moyens financiers largement supérieurs, mobilisa un nombre de soldats beaucoup plus important que l'Italie. Les français étaient donc confrontés à une véritable crise de la main-d'œuvre que les italiens ne connurent jamais, ni au front ni dans les arrières, et regardaient avec envie et colère ce réservoir d'hommes transalpin qu'ils auraient souhaité employer sur le sol français. Cette pénurie dramatique de personnel s'accrut encore en 1917 : après les dernières pertes, la France avait été contrainte d'envoyer au front des milliers d'hommes affectés jusque là aux arrières et à la production industrielle.

En dépit des demandes pressantes de son allié, jusque là l'Italie avait refusé d'envoyer en France ces travailleurs qu'on lui réclamait. La situation changea

² Benito Mussolini, « *L'Adunata* », article paru dans le *Popolo d'Italia* le 21 décembre 1914 (vérifier la date).

brusquement à la fin de l'année 1917 : entre le 24 octobre et le 9 novembre, l'Italie subit de plein fouet une formidable offensive austro-allemande qui parvint à percer le front à Caporetto. Les armées italiennes, menacées d'encerclement, durent reculer d'une centaine de kilomètres, jusqu'à la rivière Piave où le front fut à nouveau stabilisé. Les pertes furent effroyables : 300 000-350 000 entre morts, blessés et prisonniers, et autant de débandés, équivalant au total à environ un tiers de l'effectif global du *Regio Esercito*.

L'Italie reçut de la part des alliés à l'occasion de cette crise majeure les aides dont elle avait cruellement besoin : céréales, charbon, fer, armements etc. Ils placèrent l'Italie en situation de ne plus pouvoir refuser ces secours en main d'œuvre qu'on lui avait réclamé jusque là en vain. Le projet fut formalisé par une convention signée le 19 janvier 1918 à Rome, prévoyant la création des T.A.I.F. (*Truppe Ausiliarie Italiane in Francia*). Dans la pratique, les divers dépôts de troupes italiens profitèrent de cette opportunité inespérée pour se débarrasser des soldats appartenant à des unités dissoutes, désormais considérés, à tort ou à raison, comme peu fiables, et qu'il n'était guère possible ou souhaitable de rééquiper et d'envoyer au front.

Les T.A.I.F. furent chargées de divers travaux à proximité du front : construction de tranchées, barbelés, fortifications, positions d'artillerie, routes etc. Cette troupe se composait d'environ 50 000 hommes repartis en quatre groupements comportant chacun 5 commandements de « *nucleo* » à leurs tours divisés en compagnies (200 au total) et en centuries (600 au total). Le 1^{er} groupement, à Châlons-sur-Marne (Marne), était à la disposition de la 4^e, 5^e et 6^e armée et du Groupe d'armées du Nord ; le 2^e groupement, à Ligny-en-Barrois (Meuse), était assigné à la 1^{ère} et 2^e armée et au Groupe d'armées de l'Est ; le 3^e groupement, à d'Epinal (Vosges), était à la disposition de la 7^e et 8^e armée tandis que le 4^e groupement, à Villers-en-Carbonnel, était assigné aux armées britanniques. L'ensemble étant placé sous les ordres d'un inspecteur général basé à Nangis (Seine-et-Marne), le général Tarditi.

En dépit de plusieurs projets, les T.A.I.F. restèrent toujours une troupe désarmée : l'état-major français était favorable à leur armement, mais l'Italie refusa car elle « *ne voulait pas que des individus recueilli n'importe comment, avec une instruction déficiente, en grande partie jugés non aptes pour notre front [italien] soient employés comme éléments de première ligne à contact avec des soldats alliés et – en les comparant – puissent mal représenter le nom italien.* »³

Finalement, les T.A.I.F. fournirent une contribution appréciée dans le domaine logistique, le généralissime Foch s'opposant toujours aux projets de rapatriement formulés par l'état-major italien. Mais en acceptant d'envoyer en France des militaires chargés d'effectuer des travaux « serviles » au profit d'un allié, l'Italie avait renoncé d'une certaine façon au principe de l'égalité combattante entre pays alliés, se situant d'emblée dans une position subalterne. Il fallait rétablir l'honneur de l'armée italienne en envoyant sur le sol français de « vrais » soldats.

Le 2^o corps d'armée du général Albricci

Dans la première phase de la guerre les divers projets d'échange de troupes alliées sur les fronts français et italien étaient restés sans suite. Mais la situation

³ Colonello Mario Caracciolo, *Le Truppe italiane in Francia*, Milano, Mondadori, 1929, p. 244.

changea vers la fin de 1917 : à cette époque, l'Italie avait engagé sur le Piave une bataille décisive, parvenant à arrêter les armées austro-hongroises auparavant victorieuses à Caporetto. A cette occasion, les 38 divisions italiennes avaient bénéficié du soutien de six divisions françaises et cinq britanniques, qui d'ailleurs, pour la plupart, furent placées à l'arrière du front et n'intervinrent pas dans les combats. Le *Regio Esercito* se préparait à présent à la contre-offensive et, comme contrepartie de l'aide apportée par les alliés dans ces moments difficiles, on commença à débattre de l'envoi de troupes italiennes en France. C'est le 2^e corps d'armée italien qui fut choisi, avec à sa tête le général Alberico Albricci, un des meilleurs généraux de l'armée italienne. Il avait sous ses ordres la 3^e division, commandée par le général Pittaluga et composée des brigades *Napoli* (75^e et 76^e régiments d'infanterie) et *Salerno* (89^e et 90^e régiments d'infanterie), et la 8^e division, commandée par le général Beruto et composée des brigades *Alpi* (51^e et 52^e régiments d'infanterie) et *Brescia* (19^e et 20^e régiments d'infanterie). La brigade *Alpi*, commandée par le même Peppino Garibaldi qui en 1914 avait été à la tête de la Légion garibaldienne de l'Argonne, était considérée comme l'héritière du corps des *Cacciatori delle Alpi*, qui s'était battu en Lombardie sous les ordres de Giuseppe Garibaldi lors de la deuxième guerre d'indépendance, en 1859. Il est à noter que plusieurs vétérans de la Légion garibaldienne de 1914, une fois leur unité dissoute, s'étaient engagés à la suite de Peppino Garibaldi dans le 51^e régiment d'infanterie : les survivants se retrouveront ainsi, pour la deuxième fois depuis le début des hostilités, sur le front français.

Le total représentait 51 079 hommes de troupe et 1 747 officiers. Bien équipés et aguerries par plusieurs années de guerre sur le front italien, ils démontreront être à la hauteur des meilleures unités alliées.

Débarquée en avril 1918 à Arcis-sur-Aube (Aube), la troupe fut affectée dans un premier temps aux champs d'instruction de la région, de façon à s'adapter aux conditions de vie et de combat particulières du front français. A partir du 13 mai, le corps d'armée se retrouva dans le secteur de l'Argonne, le même où la Légion garibaldienne s'était battue en 1914. Cette portion du front était considérée à ce moment comme relativement calme. Il ne s'agissait que de préliminaires. L'Allemagne, inquiète par la montée en puissance de l'armée américaine qui était en train de débarquer massivement en Europe, était décidée à percer une fois pour toutes le front allié et forcer ainsi la victoire. On savait que l'effort allemand se porterait une fois encore sur le secteur du chemin des Dames : c'est à cet endroit que le corps d'armée italien se déploya, le long de la rivière de l'Ardre. L'état-major fut établi à Hautevillers. Derrière eux, à quelques kilomètres, se trouvait la Marne.

L'offensive allemande débuta dans la nuit du 14 au 15 juillet 1918 par un violent feu d'artillerie dont le bruit assourdissant arriva jusqu'à Paris. Dans le secteur tenu par les Italiens, trois divisions d'infanterie débutèrent leur attaque à 4h00, secondées par des tanks et les gaz asphyxiants. L'effort ennemi se concentra sur la 8^e division qui subit des pertes terribles, 55 de ses 64 pièces d'artillerie étant détruites en quelques heures. Confrontées à une pression épouvantable, certaines unités lâchèrent pied : au 51^e régiment d'infanterie (brigade *Alpi*), neuf soldats prirent la fuite : le général Beruto, commandant de la division, fit fusiller sur le champ le caporal-chef qui les commandait.

Les troupes italiennes se replièrent sur les positions prévues d'avance, situées au niveau de la deuxième ligne de défense. Au soir, l'effort allemand s'arrêta. La 8^e

division italienne, durement atteinte, fut retirée provisoirement du front. Le lendemain, vers 6h00, l'offensive allemande reprit, mais à partir du 17 juillet elle commença à donner des signes évidents d'essoufflement.

La résistance du 2^e Corps d'Armée avait empêché les troupes allemandes de s'emparer de leur objectif, la ville d'Epernay, et de contourner ainsi Reims. Après douze jours de combats, il déplorait entre 3 500 et 4 000 morts, 2 000 blessés et 4 000 prisonniers.

Retirées provisoirement du front et transportées dans le camp d'Arcis-sur-Aube, les troupes italiennes reconstituèrent leurs unités avec le renfort de 4 000 soldats arrivés d'Italie et de 2 000 autres prélevés sur les T.A.I.F puis fut à nouveau envoyé en Argonne, afin de parfaire l'amalgame entre les anciens et les nouveaux. Le 26 août, à Futeau (Meuse), la troupe reçut la visite du président Poincaré.

Début septembre, le corps d'armée italien fut transféré dans l'Aisne. Ses positions, à l'est de Soissons, se situaient à l'extrémité du chemin des Dames, le siège du commandement se trouvant à Fère-en-Tardenois. En trois mois, la situation stratégique avait radicalement changé : désormais, les troupes allemandes étaient sur la défensive tandis que les alliés, grâce notamment aux renforts américains qui arrivaient massivement, se renforçaient de jour en jour. Foch considéra que le moment était venu pour les alliés de passer à une offensive générale.

L'attaque fut déclenchée le 27 septembre. Sur le secteur tenu par les italiens, les fantassins du 90^e régiment effectuèrent une percée près de Chavonne, suivis dans la journée par l'ensemble du corps d'armée qui parvint dans les jours suivants à occuper le village martyr de Soupir. Le 10 octobre, le chemin des Dames fut rejoint et dépassé, les avant-gardes italiennes parvenant à l'Ailette. A partir du début de novembre, la résistance allemande se fit de plus en plus sporadique, l'avancée des troupes étant retardée surtout par les obstacles et destructions qu'elles rencontraient en cours de route. La nuit du 10 au 11 novembre, les Italiens rentrèrent les premiers à Rocroi. Au moment de l'entrée en vigueur de l'Armistice, l'avant-garde du 2^e corps d'armée se trouvaient sur les rives de la Moselle.

Dans les jours qui suivirent, la mission prioritaire fut l'accueil des milliers de prisonniers alliés qui se présentaient aux unités, souvent dans un état physique et psychologique déplorable. Le 17 novembre, le 2^e corps d'armée commença la traversée de la Belgique qui devait le conduire à la fin du mois près de Namur.

Le rapatriement du 2^e corps d'armée et des T.A.I.F. débuta en janvier et s'acheva le 8 mars 1919. Toutefois, du 15 février au 10 août 1919, une brigade mixte dénommée *Cacciatori delle Alpi*, resta présente, d'abord en Belgique, dans la région de Saint-Hubert, puis à partir du 15 mars 1919 dans l'Allemagne occupée, en Rhénanie, où elle fut cantonnée à Bergzabern sous les ordres de la 8^e armée française. Le 14 juillet 1919, un de ses bataillons participa au grandiose défilé allié de la victoire sur les Champs-Élysées. La brigade fut rapatriée en Italie le mois suivant et aussitôt dissoute.

L'échec de la « diplomatie des morts »

L'histoire des soldats italiens en France pendant la première guerre mondiale, ne s'acheva pas avec la fin des hostilités : sur les 6 000 morts, 5 450 furent enterrés sur place, principalement dans deux grandes nécropoles situées à Bligny (Marne) et

Soupir (Aisne). Dès 1919, la Ligue franco-italienne⁴, présidée par le sénateur Gustave Rivet, pris l'initiative d'une action visant la construction de deux monuments ossuaires à ériger en même temps, au Monte Tomba, en Vénétie, afin de commémorer les soldats français morts en Italie, et à Bligny, en souvenir des soldats italiens tombés en France. Ce projet se proposait de marquer ainsi, de façon solennelle, l'amitié entre les deux « sœurs latines ».

Pour mener à bien ce projet, les gouvernements français et italien avaient versé chacun une première subvention, respectivement de 100 000 et 135 000 francs ; s'y ajoutaient 81 914 francs données par les anciens soldats du 2^e corps d'armée et 15 000 francs provenant de divers donateurs. Ces fonds demeuraient insuffisants, car on calculait qu'il aurait fallu environ un million et demi de francs pour réaliser les deux projets.

Le 29 mai 1921, la première pierre fut posée à Bligny en présence de M. Barthou, ministre de la guerre, et du maréchal Pétain. Le discours du sénateur Rivet évoquait avec optimisme les bienfaits d'une alliance franco-italienne pourtant de moins en moins d'actualité. La cérémonie de Bligny fut suivie peu après, le 22 septembre 1921, d'une autre analogue sur le Monte Tomba. Mais ce qui ne devait être qu'un début, constitua en fait le chant du cygne : en France comme en Italie, les travaux furent rapidement stoppés. Les animateurs de la Ligue franco-italienne se heurtaient au manque de fonds mais aussi à la dégradation des relations entre les deux pays. Le souvenir de l'ancienne solidarité d'armes s'estompait rapidement, laissant la place à des querelles diplomatiques et politiques de plus en plus âpres, l'Italie considérant qu'on avait sacrifiée ses intérêts au moment des négociations du traité de Versailles. Finalement, dans un climat de guerre civile et sous la pression des milices fascistes qui avaient organisé la manifestation de force qui passera à l'histoire comme « la marche sur Rome », le 31 octobre 1922 Mussolini fut nommé président du conseil des ministres. Le nouveau régime servit à un peuple désorienté le mythe de la « victoire mutilée » : les alliés avaient gagné la guerre grâce à l'Italie, mais à présent ne montraient à son égard qu'un mépris égoïste. C'est ainsi que l'engagement italien à côté de la France et des autres alliés, qui avait eu au départ comme vocation d'ancrer solidement l'Italie dans le champ démocratique, avait abouti à un résultat diamétralement opposé, faisant le lit du nationalisme d'abord et du fascisme ensuite.

Dans un tel climat, il n'était plus possible d'envisager le lancement des souscriptions nationales nécessaires à compléter les sommes déjà disponibles. Que faire donc de ces deux projets ? Les autorités militaires tâtonnaient, hésitant entre le souci de la commémoration et les considérations politiques. Mais désormais la donne avait changé, et le régime fasciste était bien décidé à prendre en main la création et l'entretien des cimetières militaires, dépossédant les diverses initiatives spontanées. D'importants chantiers de construction de nécropoles furent ainsi lancés par le gouvernement, culminant, le 19 septembre 1938, avec la cérémonie d'inauguration, présidée personnellement par Mussolini, du gigantesque cimetière de Redipuglia, près de Gorizia, un des plus imposants d'Europe. L'architecture et les cérémonies de ces monuments, qui se voulaient tous impressionnants, devaient susciter non plus le souvenir, la douleur et la solidarité entre les peuples, mais au

⁴ La Ligue Franco-Italienne avait été constituée en 1888 sous le haut patronage de Sa Majesté le Roi d'Italie et du Président de la République Française.

contraire l'exaltation guerrière et le culte du régime dans la perspective d'une nouvelle guerre.

C'est ainsi que le cimetière monumental de Bligny ne vit jamais le jour. En dehors de ce projet avorté restait le souvenir, entretenu avec affection par la ville d'Épernay, sauvée de la conquête allemande et sans doute de la destruction par le sacrifice du 2^e corps d'armée. Dans l'entre-deux guerres, Épernay commémorait chaque année le souvenir de ce fait d'armes, en présence du général Albricci, fait citoyen d'honneur de la ville le 29 mai 1921. Épernay avait également reçu des autorités italiennes, en 1919, la *Croce di Guerra* qui aujourd'hui encore figure dans les armoiries de la ville. A l'occasion de cette cérémonie, le général Albricci s'était exclamé : « *Nous aimons votre ville comme un enfant chéri qu'on a pu arracher à la mort !* »

La mort d'abord, l'oubli ensuite

Que reste t-il de cet épisode militaire au seuil du XXI^e siècle ? Pas grande chose, il faut bien le reconnaître. Aujourd'hui, le souvenir de ces dizaines de milliers de soldats italiens qui vinrent donner leur jeunesse et, parfois, leur vie, à la France, au moment le plus tragique de son histoire, a presque entièrement disparu. Le fascisme et la deuxième guerre mondiale sont passés par là et, dans la mémoire collective française, l'Italie du XX^e siècle est davantage perçue comme l'alliée d'Hitler que comme l'amie du poilu. En Italie même, leur sort est rarement évoqué, les souvenirs de la Grande Guerre participant du discrédit général qui frappe aujourd'hui cette gigantesque boucherie dans laquelle l'Italie se précipita de façon inconsidérée et qui fit, finalement, le lit du fascisme.

Julien Saponi.



Artillerie lourde italienne traversant une petite ville française.